

Wikileaks, Snowden, Lanceurs d'alerte



Whistleblower

Dénonciateur (Canada)

Lanceur d'alerte



Le pourvoi en cassation des LuxLeaks s'ouvre dans un climat politique favorable aux lanceurs d'alerte

23 nov. 2017



La Cour de cassation luxembourgeoise se penche sur le pourvoi formé par Antoine Deltour et Raphaël Halet. Les eurodéputés se sont prononcés en faveur d'un statut européen des lanceurs d'alerte.

Protection des lanceurs d'alerte

France

Le 16 avril 2013, le Législateur a adopté une loi protégeant les lanceurs d'alerte dans le domaine des risques sanitaires ou environnementaux,

LOI n° 2013-316 du 16 avril 2013 relative à l'indépendance de l'expertise en matière de santé et d'environnement et à la protection des lanceurs d'alerte (JO du 17 avril 2013)

Décret n° 2017-564 du 19 avril 2017 relatif aux procédures de recueil des signalements émis par les lanceurs d'alerte au sein des personnes morales de droit public ou de droit privé ou des administrations de l'État

États-Unis, la protection des « whistleblowers » dépend notamment du sujet abordé par la dénonciation et du statut du dénonciateur. Un ensemble de lois adoptées entre **1912** (« Lloyd-La Follette Act ») et 2002 (« Sarbanes-Oxley Act ») modernisé le « Whistleblower Protection Act » WPA (1989), modernisé en **2012** (**Whistleblower Protection Enhancement Act of 2012** ("WPEA"))

Royaume-Uni :

Le « *Public Interest Disclosure Act* » protège depuis **1998** les « whistleblowers » du licenciement et des pressions.



TOP SECRET



Wikileaks : 2006

Nom de domaine *Wikileaks.org* déposé le 4 octobre 2006

Bradley Manning

Devenu(e) **Chelsea Manning**

Le soldat de 25 ans, qui a assuré avoir agi **dans l'espoir de provoquer "un débat public"**, avait téléchargé des documents des bases de données auxquelles il avait accès en tant qu'**analyste du renseignement en Irak**, et les avait livrés au site internet **WikiLeaks, créé en 2006** par l'Australien **Julian Assange**, qui les a publiés.

De la **vidéo d'une bavure sur des civils irakiens** aux dossiers confidentiels des détenus de Guantanamo, Bradley Manning est accusé d'avoir transmis plus de 250.000 câbles diplomatiques et 500.000 rapports militaires classés secrets défense au site WikiLeaks.



Condamné à 35 ans de prison, le soldat est accusé d'avoir transmis à WikiLeaks 250.000 câbles diplomatiques et 500.000 rapports militaires.

21 août 2013



Bradley Manning, ici le 30 juillet 2013, a été condamné à 35 ans de prison

COLLATERAL MURDER

www.collateralmurder.com

© 2010 The Sunshine Press

Arte, février 2012



Extrait de
« Wikileaks, secrets et mensonges »

Julian Assange au balcon de l'ambassade de l'Équateur à Londres



Décembre 2014

Décembre 2017 :
Il est réfugié à
l'ambassade
d'Équateur à Londres
depuis juin 2012

Photo DR Snapperjack

10 février 2014

1'



WikiLeaks : les conditions sont "réunies" pour que Julian Assange quitte l'ambassade de l'Equateur à Londres

Le président équatorien affirme avoir obtenu des garanties de la part des autorités britanniques pour s'assurer que le fondateur de WikiLeaks ne soit pas extradé vers les Etats-Unis.

7 décembre 2018
Cela fait 6 ans et demi
qu'il est à l'ambassade
d'Équateur



 **franceinfo avec AFP**
France Télévisions

Mis à jour le 07/12/2018 | 08:37
publié le 07/12/2018 | 08:15

Julian Assange va-t-il pouvoir sortir du bâtiment qui l'abrite depuis six ans ?
Le président équatorien Lenin Moreno a annoncé, jeudi 7 décembre, que les conditions étaient "réunies" pour que le fondateur de WikiLeaks quitte l'ambassade d'Equateur à Londres "dans une quasi-liberté".

L'Equateur prive Julian Assange d'internet dans son ambassade à Londres

Le fondateur de WikiLeaks est réfugié depuis 2012 à l'ambassade d'Equateur à Londres.

18 mars 2018

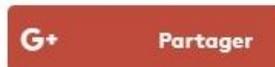


franceinfo avec AFP
France Télévisions

Mis à jour le 28/03/2018 | 19:41
publié le 28/03/2018 | 19:14

69

PARTAGES



L'Equateur a annoncé mercredi 28 mars qu'il avait coupé "les systèmes" de communication "avec l'extérieur" de [Julian Assange](#), le fondateur de WikiLeaks réfugié à l'ambassade équatorienne à Londres depuis 2012, en raison de certaines de ses prises de position qui agacent Quito.

Le gouvernement de Lenin Moreno prévient qu'il pourra adopter "d'autres mesures" si l'Australien, naturalisé équatorien, venait de nouveau à "manquer à son engagement" de ne pas interférer dans les relations de l'Equateur avec d'autres pays, dont les Etats-Unis.

Des tweets sur l'expulsion des diplomates russes

Quito n'a pas précisé de quelle manière le fondateur de WikiLeaks avait manqué à son "engagement écrit pris avec le gouvernement fin 2017, selon lequel il promettait de ne pas publier des messages constituant une

Le monde de Marie. L'Equateur ne veut plus financer le séjour de Julian Assange dans son ambassade à Londres... ni surveiller ses visiteurs

18 mai 2018

Tous les jours, Marie Colmant revient sur un sujet passé (presque) inaperçu. Aujourd'hui, la situation du cofondateur de WikiLeaks, retenu à l'ambassade d'Equateur.



Mis à jour le 18/05/2018 | 12:14
publié le 18/05/2018 | 12:14

2
PARTAGES



WikiLeaks : Julian Assange lance une action judiciaire contre l'Equateur sur ses conditions de vie

19 octobre 2018

Agé de 47 ans, le fondateur de WikiLeaks a trouvé asile en juin 2012 dans l'ambassade située à Londres pour échapper à une extradition vers la Suède. Ses avocats demandent notamment l'annulation d'une circulaire lui imposant des horaires de visite et de salubrité.



 franceinfo avec AFP
France Télévisions

Mis à jour le 19/10/2018 | 23:20
publié le 19/10/2018 | 23:20

Julian Assange, fondateur du site internet WikiLeaks réfugié depuis six ans dans l'ambassade d'Equateur à Londres, a lancé une action judiciaire contre le gouvernement de Quito pour protester contre ses conditions de vie. Il "accuse le gouvernement d'Equateur de violer ses droits fondamentaux et sa

2010 : juillet : la **bavure américaine** (de 2007) en Irak : fait un buzz sur Youtube. Mais on ne sait pas que ça vient de Wikileaks

2010 : décembre : « cablegate » : c'est seulement à partir de ce moment là que le nom de « WikiLeaks » est connu du grand public



13 janvier 2011



Juin à décembre 2013

Edward Snowden,

toujours réfugié en Russie en décembre 2018

CITIZENFOUR

FROM ACADEMY-AWARD* NOMINATED DIRECTOR
LAURA POITRAS



Glenn Greewald
&
Laura Poitras



Juin à décembre 2013

Edward Snowden,

toujours réfugié en Russie en décembre 2018

Le 14 avril 2014, l'édition américaine du ***Guardian*** et le ***Washington Post*** reçoivent le **prix Pulitzer** pour la publication des révélations sur le système de surveillance de la NSA, rendues possibles grâce aux documents fournis par Snowden (voir Citizen four).

31 juillet 2013 : droit d'asile temporaire en Russie.
1er août 2014 : droit de résidence pour trois ans en Russie

Le 18 janvier 2017, la Russie prolonge son droit d'asile de trois ans (jusqu'en 2020).



Révélation dans
The Guardian
The Washington Post

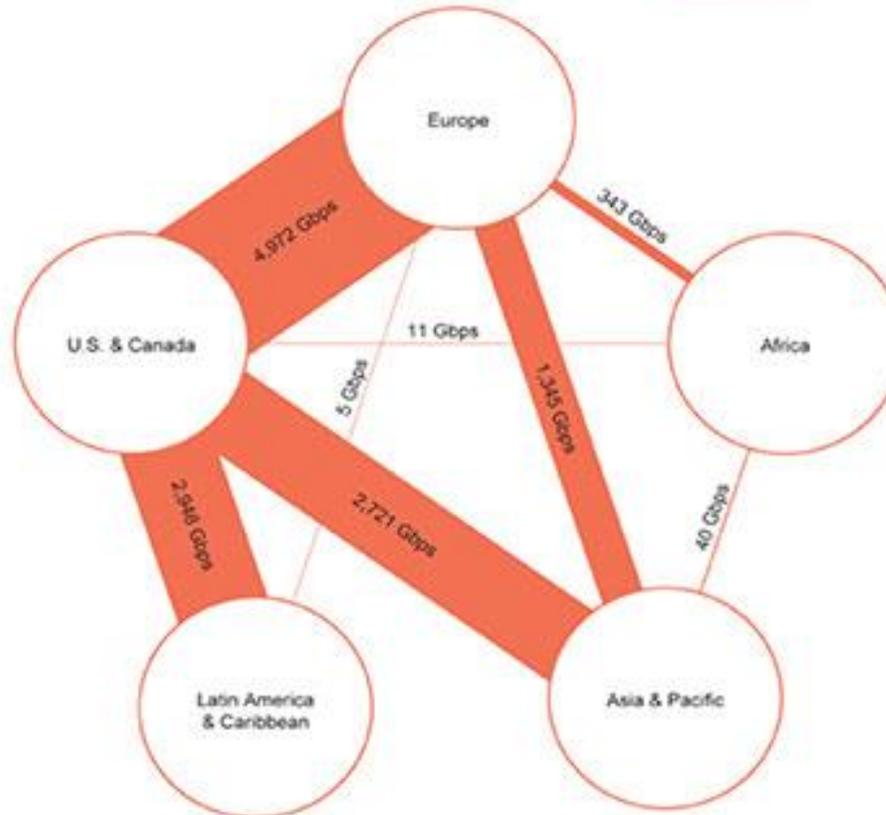


(TS//SI//NF) Introduction

U.S. as World's Telecommunications Backbone



- Much of the world's communications flow through the U.S.
- A target's phone call, e-mail or chat will take the **cheapest** path, **not the physically most direct** path – you can't always predict the path.
- Your target's communications could easily be flowing into and through the U.S.



International Internet Regional Bandwidth Capacity in 2011

Source: Telegeography Research

Extrait de la présentation sur PRISM de la NSA qui montre que la majorité des communications mondiales passent par les États-Unis à cause des coûts de transport moins élevés.

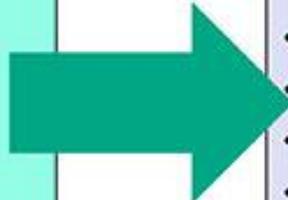


(TS//SI//NF) PRISM Collection Details



Current Providers

- Microsoft (Hotmail, etc.)
- Google
- Yahoo!
- Facebook
- PalTalk
- YouTube
- Skype
- AOL
- Apple



What Will You Receive in Collection (Surveillance and Stored Comms)?

It varies by provider. In general:

- E-mail
- Chat – video, voice
- Videos
- Photos
- Stored data
- VoIP
- File transfers
- Video Conferencing
- Notifications of target activity – logins, etc.
- Online Social Networking details
- **Special Requests**

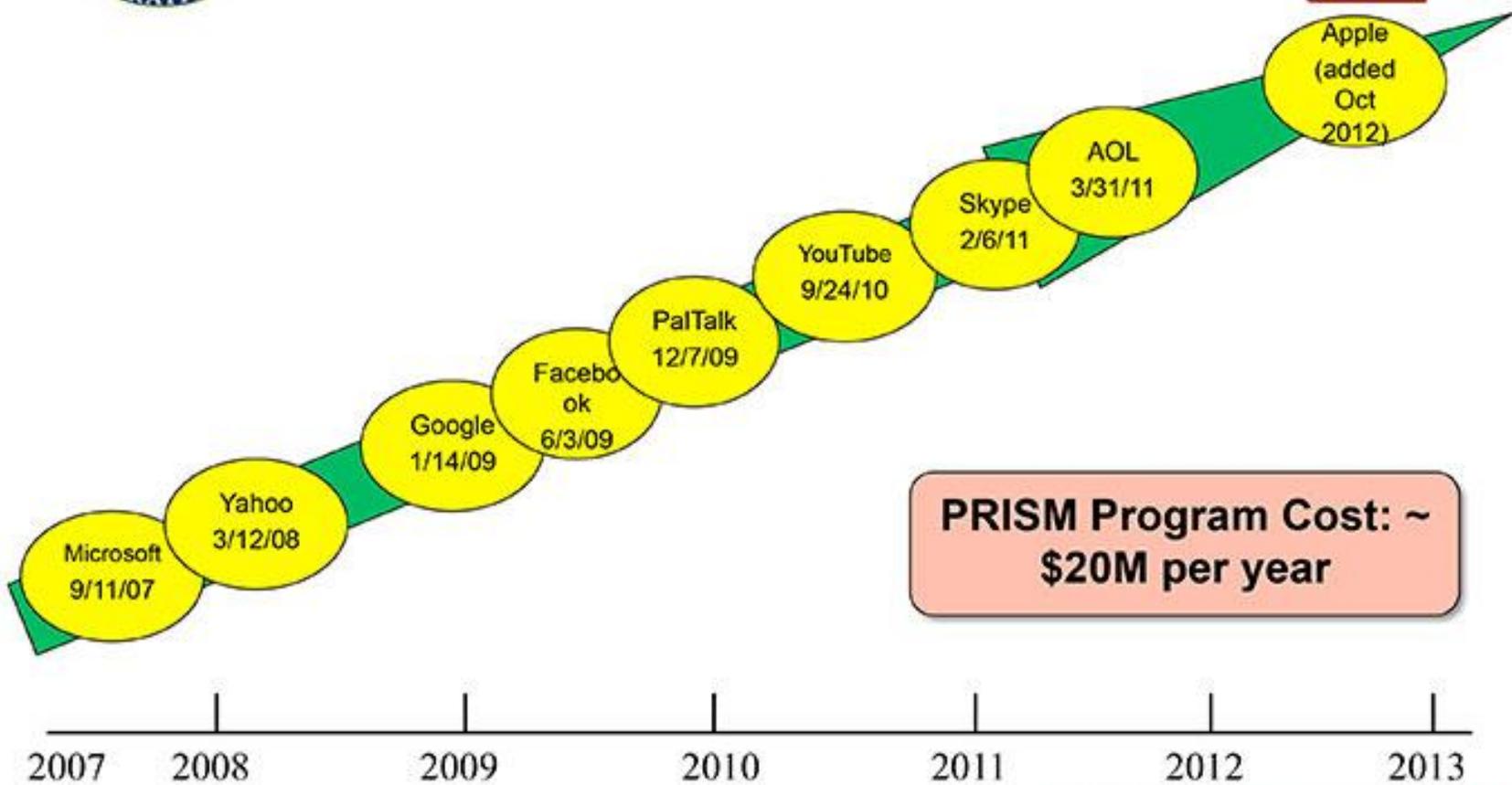
Complete list and details on PRISM web page:

Go PRISMFAA

Extrait de la présentation Microsoft PowerPoint de la NSA remise par Edward Snowden aux médias, portant sur l'échantillonnage de PRISM.



(TS//SI//NF) Dates When PRISM Collection Began For Each Provider



PRISM Program Cost: ~ \$20M per year



(TS//SI//NF) FAA702 Operations

Two Types of Collection



Upstream

- Collection of communications on fiber cables and infrastructure as data flows past.
- (FAIRVIEW, [REDACTED], BLARNEY, [REDACTED])

You Should Use Both

PRISM

- Collection directly from the servers of these U.S. Service Providers: Microsoft, Yahoo, Google, Facebook, PalTalk, AOL, Skype, YouTube, Apple.

Diagramme montrant les deux sources différentes de collecte de données de la NSA :

1/ Les câbles en fibre optique d'Internet, mis sur écoute par l'Upstream Program,

2/ Les serveurs des entreprises majeures d'internet, mis sur écoute par PRISM.

Driver 1: Worldwide SIGINT/Defense Cryptologic Platform

High Speed Optical Cable
Covert, Clandestine or Cooperative Large Accesses
20 Access Programs Worldwide

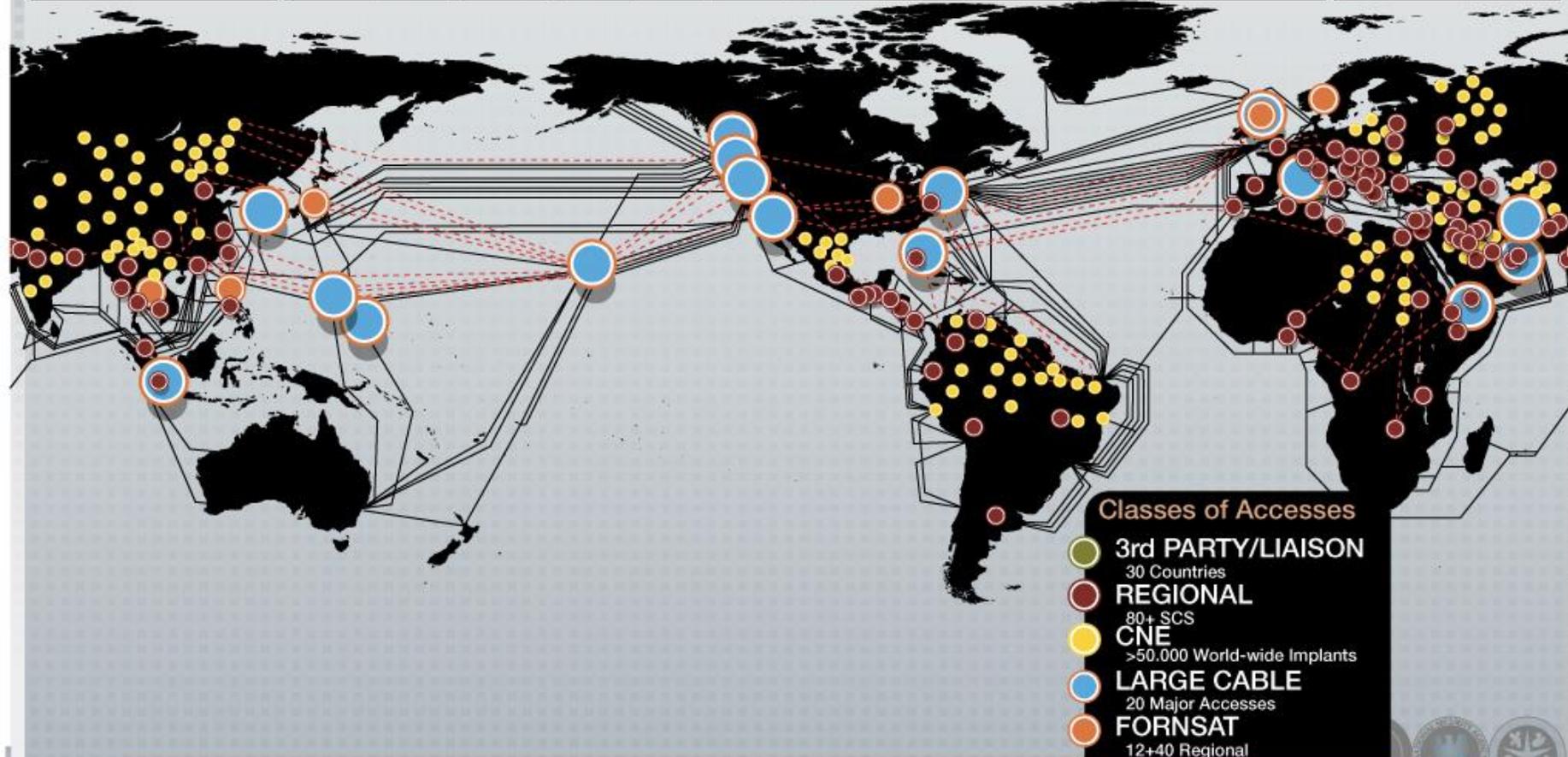
Regional

Caracas	Havana	Kinshasa	Sofia	Berlin	Pristina	Guatemala City
Tegucigalpa	Panama City	Lusaka	Bangkok	New Delhi	Phnom Penh	Tirana
Geneva	Bogota	Budapest	Frankfurt	Sarajevo	Milan	RESC
Athens	Mexico City	Prague	Paris	Zagreb	La Paz	Langley
Rome	Brasilia	Lagos	Vienna	Rangoon	Vienna Annex	Reston
Quito	Managua					
San Jose						

FORNSAT

STELLAR
SOUNDER
SNICK
MOONPEN
NY
LADYLOVE

INDRA
IRONSAND
JACKKNIFE
CARBOY
TIMBERLIN
E



Classes of Accesses

- **3rd PARTY/LIAISON**
30 Countries
- **REGIONAL**
80+ SCS
- **CNE**
>50,000 World-wide Implants
- **LARGE CABLE**
20 Major Accesses
- **FORNSAT**
12+40 Regional

Les 5 principales sources d'information de la NSA en 2012, dévoilée par le quotidien néerlandais *NRC Handelsblad* le 23 novembre 2013

SelectorType PUBLIC DIRECTORY NUM
SynapseSelectorTypeID SYN_0044
SelectorValue [REDACTED]
Realm 3
RealmName rawPhoneNumber
Subscriber GE CHANCELLOR MERKEL
Ropi S2C32
NSRL 2002-388*
Status A
Topi F666E
Zip 166E
Country Name
CountryCode GE

**Espionnage de la
Chancelière
allemande
Angela Merkel
par l'équipe
conjointe
CIA/NSA, révélé
par Der Spiegel**

Example of Current Volumes and Limits

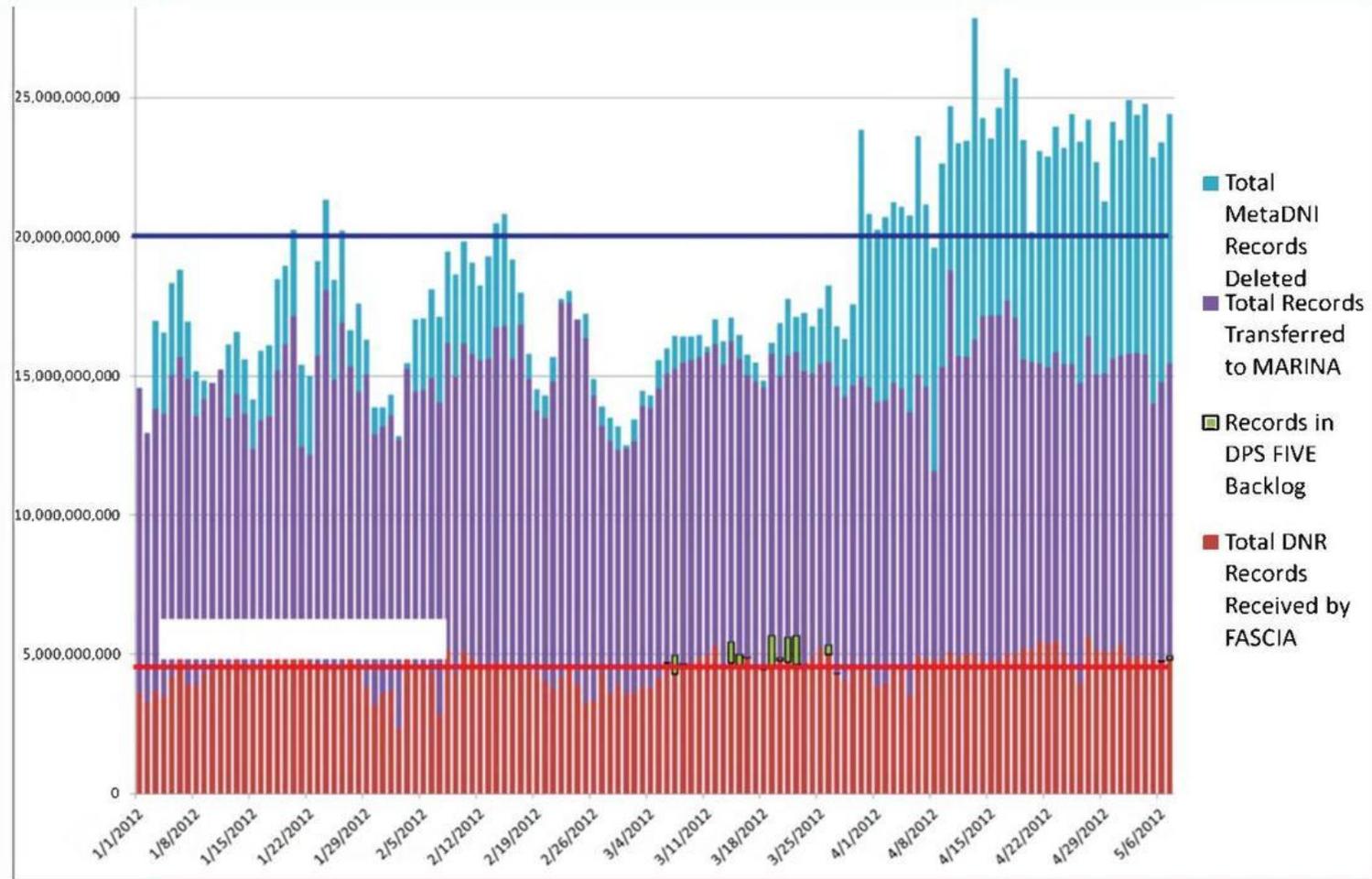


Tableau interne de la NSA qui illustre la captation quotidienne par l'agence des données de géolocalisation des téléphones mobiles, révélé par le Washington Post le 4 décembre 2013

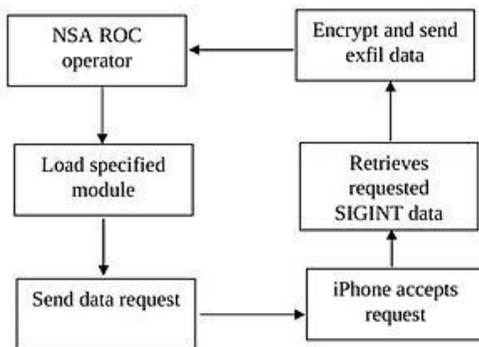


DROPOUTJEEP

ANT Product Data

(TS//SI//REL) DROPOUTJEEP is a STRAITBIZARRE based software implant for the Apple iPhone operating system and uses the CHIMNEYPOOL framework. DROPOUTJEEP is compliant with the FREEFLOW project, therefore it is supported in the TURBULENCE architecture.

10/01/08



(U//FOUO) DROPOUTJEEP – Operational Schematic

(TS//SI//REL) DROPOUTJEEP is a software implant for the Apple iPhone that utilizes modular mission applications to provide specific SIGINT functionality. This functionality includes the ability to remotely push/pull files from the device, SMS retrieval, contact list retrieval, voicemail, geolocation, hot mic, camera capture, cell tower location, etc. Command, control, and data exfiltration can occur over SMS messaging or a GPRS data connection. All communications with the implant will be covert and encrypted.

(TS//SI//REL) The initial release of DROPOUTJEEP will focus on installing the implant via close access methods. A remote installation capability will be pursued for a future release.

Unit Cost: \$ 0

Status: (U) In development

POC: U//FOUO [REDACTED], S32222, [REDACTED]@nsa.gov

Derived From: NSA/CSSM 1-52
Dated: 20070108
Declassify On: 20320108

Fiche du produit
« DROPOUTJEEP » de
l'unité ANT permettant
l'espionnage des iPhones,
extraite du catalogue de
l'unité ANT en 2008,
révélé par le Der Spiegel
le 29 décembre 2013



User Activity Leads

- Examine settings of phone as well as service providers for geo-location; specific to a certain region
- Networks connected
- Websites visited
- Buddy Lists
- Documents Downloaded
- Encryption used and supported
- User Agents

Document classé
Top-secret de la NSA
en 2010 décrivant
l'extension de la
surveillance des
smartphones, révélé
par le New York
Times le 27 janvier
2013



(U//FOUO) MYSTIC



(U//FOUO) BRIEFER: [REDACTED]

Page de couverture
d'une présentation
interne de la NSA
portant sur le
programme
MYSTIC

Couverture des réseaux de téléphonie mobile par le programme AuroraGold

le programme de la NSA pour espionner tous les réseaux mobiles du globe



AuroraGold fonctionnel depuis 2010 -

<https://firstlook.org/theintercept/2014/12/04/nsa-auroragold-hack-cellphones/>

Le **17 juin 2013**, Snowden répond par chat aux questions des lecteurs du Guardian :

« [...] d'une manière générale, la réalité est la suivante :

- si la NSA, le FBI, la CIA, la DIA (Defense Intelligence Agency) et d'autres veulent interroger des bases de données brutes de renseignement électronique, ils peuvent « entrer » et obtenir ce qu'ils veulent.

Numéros de téléphones, mails, identifiants, numéro unique d'un téléphone portable (numéro IMEI)... Tout ça, c'est pareil.

Les restrictions portées à cet accès sont de nature politiques, et non techniques ; elles peuvent changer à tout moment.

En plus de ça, les protocoles d'accès sont superficiels, incomplets et facilement falsifiables avec de fausses justifications. Pour les seuls renseignements britanniques GCHQ, 5 % seulement des requêtes émises le sont avec un protocole d'accès vérifié. ».

À propos des données surveillées et conservées par la NSA, :

«En raison du Foreign Intelligence Surveillance Act (FISA), les communications des Américains sont collectées et vérifiées tous les jours, grâce à la validation d'un analyste de la NSA et non grâce à un « mandat ».

La masse de données collectées est pour eux quelque chose de secondaire, mais à la fin de la journée, quelqu'un a bien encore accès à l'intégralité de vos communications. [...]

Il est important de comprendre que les services de renseignement n'agissent pas toujours en vertu de ce qu'on pourrait considérer comme un « vrai » mandat, comme ceux, par exemple, utilisés par la police.

Les « mandats » qu'ils utilisent ont davantage l'aspect d'un formulaire que quelqu'un remplit et envoie ensuite à un juge avec un tampon. »

SECONDARY ORDER

This Court having found that the Application of the Federal Bureau of Investigation (FBI) for an Order requiring the production of tangible things from Verizon Business Network Services, Inc. on behalf of MCI Communication Services Inc., d/b/a Verizon Business Services (individually and collectively "Verizon") satisfies the requirements of 50 U.S.C. § 1861,

IT IS HEREBY ORDERED that, the Custodian of Records shall produce to the National Security Agency (NSA) upon service of this Order, and continue production

TOP SECRET//SI//NOFORN

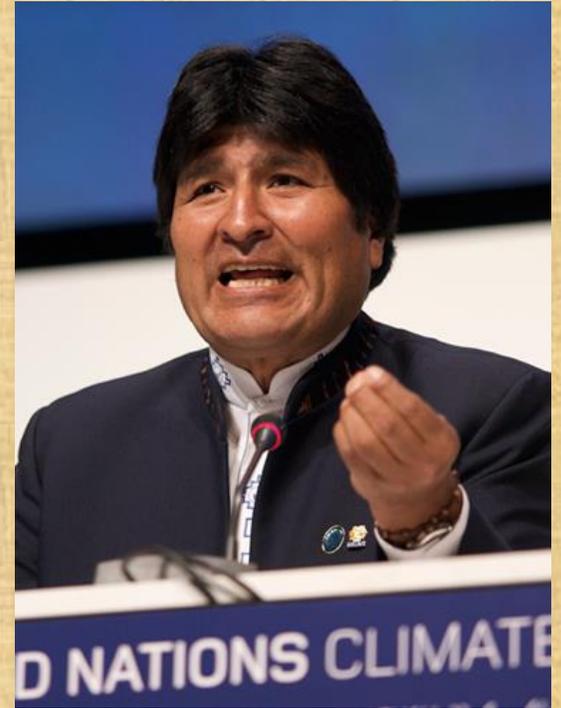
Derived from: Pleadings in the above-captioned docket
Declassify on: 12 April 2038

Extrait d'une ordonnance de justice secrète concernant l'opérateur de téléphonie Verizon, révélée par Edward Snowden avec The Guardian, et qui devait être à l'origine déclassifiée en avril 2038.

USC : United States Code, est la codification du droit américain fédéral à caractère général et permanent.



Evo Moralès revenait de Moscou où il avait participé à une réunion des pays producteurs de gaz naturel. La Bolivie est l'un des 21 pays à qui Edward Snowden a demandé l'asile politique.



3 juillet 2013

L'Espagne, la France et l'Italie (en rouge) ont refusé le survol de leur espace aérien. L'avion présidentiel bolivien qui ramenait Evo Moralès a atterri en Autriche (en jaune).



Manifestation de soutien à Edward Snowden à Hong Kong, le 15 juin 2013.



**Manifestation
de soutien à
Edward
Snowden à
Hong Kong, le
15 juin 2013.**



Manifestation de soutien à Edward Snowden à Hong Kong, le 15 juin 2013.

<http://www.voacantonese.com/content/snowden-case-complicates-us-china-cyber-talks-20130615/1682486.html>



Manifestation contre PRISM à Berlin, lors de la visite du président américain Barack Obama, organisée par le Piratenpartei Deutschland le 19 juin 2013.



Manifestation
"Stop Watching
US", le 26 octobre
2013 à Washington

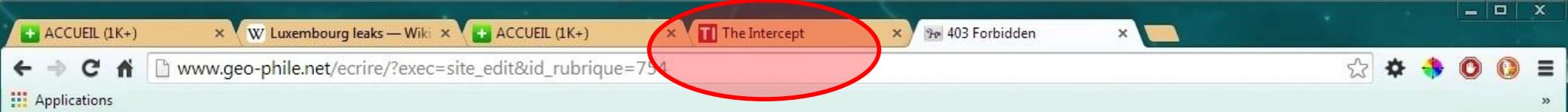


Manifestation
"Stop Watching
US", le 26 octobre
2013 à Washington



Manifestation "Stop Watching US", le 26 octobre 2013 à Washington

1776 : 4 juillet,
déclaration
d'indépendance



Décembre 2014

403

Forbidden

Access to this resource on the server is denied!

*Remarque : impossible
d'entrer le site comme site
sur geo-phile, pareil pour
d'autres sites rencontrés
dans ce cours.*

*Une situation que je n'avais
encore jamais vue*

Décembre 2016

Aucun problème pour mettre le site sur geo-phile

ACCUEIL (1K+) Anonymous Leaks to the

https://theintercept.com/2016/12/10/anonymous-leaks-to-the-washpost-about-the-cias-russia-beliefs-are-no-substitute-for-evidence/

Applications Bookmarks Maison Importés depuis Firefox INFORMATIONS VIE PRATIQUE BOULOT Qwant Cartographie thématique BLOCTEL - Accueil - E DuckDuckGo OneDrive Bookmarks

The Intercept_

GLENN GREENWALD

Photo: David Burnett/NewsMakers

612

Glenn Greenwald

December 10 2016, 1:11 p.m.

Anonymous Leaks to the WashPost About the CIA's Russia Beliefs Are No Substitute for Evidence

THE WASHINGTON POST late Friday night published [an explosive story](#) that, in many ways, is classic American journalism of the worst sort: The key claims are based exclusively on the unverified assertions of

7 décembre 2016



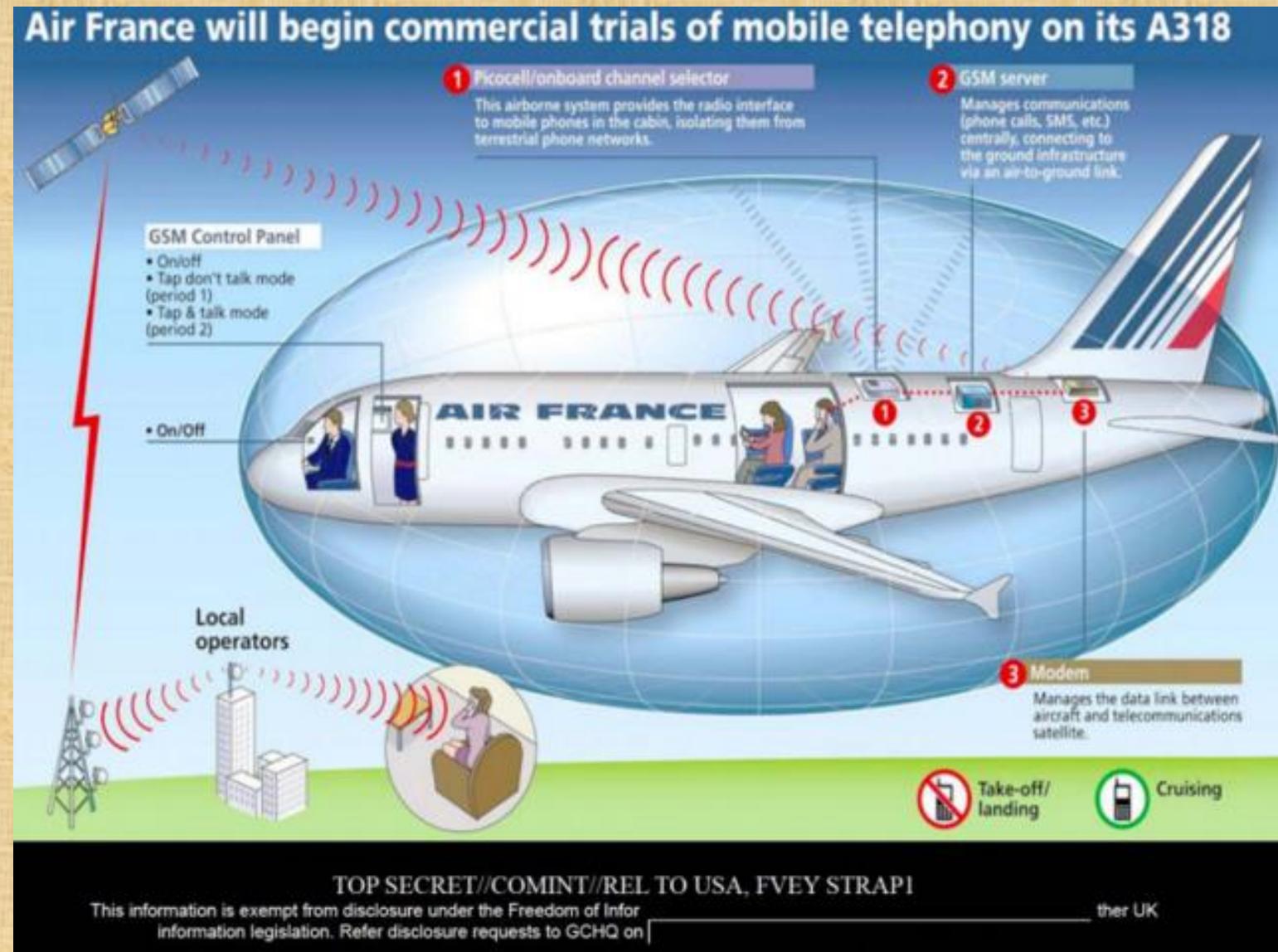
NOUVELLES RÉVÉLATIONS D'EDWARD SNOWDEN

Les coulisses de l'enquête

En trois ans, qu'a-t-on appris des documents Snowden ?

- **Comment la NSA et les GCHQ, les agences de renseignement électronique américaine et britannique, ont fait en sorte de pouvoir surveiller les téléphones portables utilisés à bord des vols d'avions commerciaux, en prenant très tôt Air France pour cible principale.**
- **Comment le GCHQ mais aussi la NSA ont espionné les intérêts d'Israël, pourtant un proche allié des deux pays.**
- **La minutie avec laquelle le GCHQ cible les employés et les ingénieurs des opérateurs téléphoniques africains, prélude à son introduction dans leurs réseaux.**
- **Comment les services britanniques ont visé Octave Klaba, fondateur de l'hébergeur français OVH.**
- **Comment le GCHQ a écouté chefs d'État, diplomates et hommes d'affaires de vingt pays africains.**
- **A quel point la France et ses intérêts en Afrique ont intéressé les grandes oreilles britanniques.**
- **Que malgré l'aide de Londres et Washington pour aider Paris à libérer ses ressortissants pris en otage, ces derniers agissent parfois, en coulisses, pour empêcher la France de payer des rançons.**

Extrait d'une présentation du GCHQ montrant comment le service britannique intercepte les communications au sein des avions Air France. Document Snowden





Le Monde



Home > Projects > Luxembourg Leaks: Global Companies' Secrets Exposed

LUXEMBOURG LEAKS: GLOBAL COMPANIES' SECRETS EXPOSED

 Click here to get email updates on ICIJ and other Center for Public Integrity projects

  
Support global collaborative journalism. Click here to donate to ICIJ



Disney, Koch Tax Files Leaked
Latest "Lux Leaks" files obtained by ICIJ disclose secret tax structures sought by "Big 4" accounting giants for brand name international companies.

[VIEW >](#)

Home > Projects > Luxembourg Leaks: Global Companies' Secrets Exposed > New Leak Reveals Luxembourg Tax Deals for Disney, Koch Brothers Empire

LUXEMBOURG LEAKS: GLOBAL COMPANIES' SECRETS EXPOSED

New Leak Reveals Luxembourg Tax Deals for Disney, Koch Brothers Empire

 [Click here to get email updates on ICIJ and other Center for Public Integrity projects](#)

Support global collaborative journalism. [Click here to donate to ICIJ](#)

By Alison Fitzgerald and Marina Walker Guevara | December 9, 2014, 4:00 pm

Latest "Lux Leaks" files obtained by ICIJ disclose secret tax structures sought by "Big 4" accounting giants for brand name international companies

A new leak of confidential documents expands the list of big companies seeking secret tax deals in Luxembourg, exposing tax-saving maneuvers by American entertainment icon The Walt Disney Co., politically controversial Koch Industries Inc. and 33 other companies.

Disney and Koch Industries, a U.S.-based energy and chemical conglomerate, both created tangles of interlocking corporations in Luxembourg that may have helped them



Koch Industries and The Walt Disney Company both use Luxembourg tax arrangements. Photos: Shutterstock.com (360b) / Tom Bricker (Flickr)



LE GOUVERNEMENT
DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG
Administration des contributions directes

Bureau d'imposition
Sociétés 6

For the attention of [REDACTED]
PricewaterhouseCoopers
400, route d'Esch
B.P. 1443
L - 1014 Luxembourg

Companies involved :

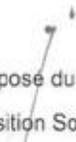
Shire Holding Europe N°2 S.à r.l. – 2008/24/17428
Shire Holdings Ireland No2 Ltd, Luxembourg branch – 2008 32 00163

16 July 2010

Dear Madam,

Further to your letter dated 16 July 2010 and referenced CDT/SELL/NLKL/Q2710030M-GAHO relating to the transactions that the group Shire Plc would like to conduct, I find the contents of said letter to be in compliance with current tax legislation and administrative practice.

It is understood that my above confirmation may only be used within the framework of the transactions contemplated by the above-mentioned letter and that the principles described in your letter shall not apply ipso facto to other situations.


Le préposé du bureau
d'imposition Sociétés 6
Marius Kohl

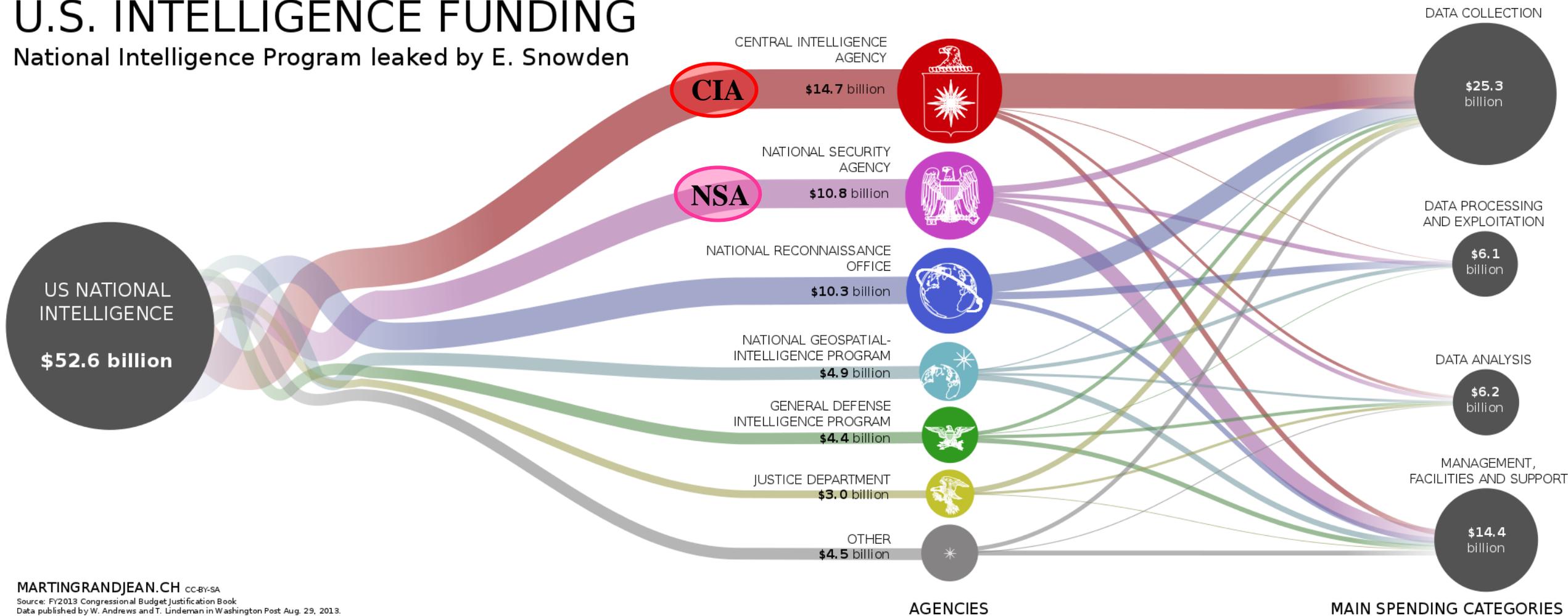
Lettre du gouvernement
luxembourgeois adressée à
PriceWaterhouseCoopers et
signée par Marius Kohl.

International Consortium of Investigative Journalists
(<http://www.icij.org>)

Budget du renseignement américain (2013) révélé par le *Washington Post* (source : Edward Snowden)

U.S. INTELLIGENCE FUNDING

National Intelligence Program leaked by E. Snowden





« Tout individu a droit à la liberté d'opinion et d'expression, ce qui implique (...) le droit de chercher, de recevoir et de répandre, sans considérations de frontières, les informations et les idées par quelque moyen d'expression que ce soit. » (Article 19 de la Déclaration universelle des droits de l'homme, adoptée à Paris le 10 décembre 1948.)

FrenchLeaks est un site dédié à la diffusion de documents d'intérêt public concernant notamment la France et l'Europe. Edité par le journal d'information en ligne Mediapart, il est au service du droit à l'information et du débat démocratique, dans une indépendance totale vis-à-vis des pouvoirs politiques et économiques.

FrenchLeaks est un outil documentaire et un instrument d'alerte. D'une part, il met à la libre disposition du public des documents ayant fait l'objet d'investigations des journalistes de Mediapart. D'autre part, il permet à des sources de nous transmettre, en toute sécurité et confidentialité, des documents d'intérêt public qui seront mis en ligne après une enquête préalable répondant aux règles professionnelles du journalisme.

Depuis 2011

Dossier mis
en ligne le
11.09.2013

L'argent Libyen de Nicolas Sarkozy

Nicolas Sarkozy a-t-il bénéficié du financement du régime libyen de Mouammar Kadhafi lors de sa campagne électorale victorieuse de 2007 ? Les documents que nous avons publiés le suggèrent. De même que les déclarations des proches de l'ancien dictateur libyen.

Dossier mis
en ligne le
11.09.2013

Le compte suisse de Jérôme Cahuzac

Après quatre mois de démentis acharnés, l'ancien ministre du budget est passé aux aveux devant les juges dans l'affaire de son compte suisse le 2 avril 2013. Notre enquête a permis de montrer que Jérôme Cahuzac possédait un compte en suisse depuis les années 90. Mais pas seulement. Voici les principaux documents qui ont appuyé nos investigations.

Dossier mis
en ligne le
25.08.2011

Les documents Takieddine

Depuis la mi-juillet 2011, Mediapart a commencé la publication d'une vaste enquête sur le marchand d'armes Ziad Takieddine, principal suspect dans le volet financier de l'affaire Karachi. Ses liens avec le clan Sarkozy, son rôle de diplomate occulte...

Home > Projects > Luxembourg Leaks: Global Companies' Secrets Exposed



LUXEMBOURG LEAKS: GLOBAL COMPANIES' SECRETS EXPOSED

 Click here to get email updates on ICIJ and other Center for Public Integrity projects

Support global collaborative journalism. Click here to donate to ICIJ



Disney, Koch Tax Files Leaked

Latest "Lux Leaks" files obtained by ICIJ disclose secret tax structures sought by "Big 4" accounting giants for brand name international companies.

[VIEW >](#)

Décembre
2014

Home > Projects > Luxembourg Leaks: Global Companies' Secrets Exposed > New Leak Reveals Luxembourg Tax Deals for Disney, Koch Brothers Empire



LUXEMBOURG LEAKS: GLOBAL COMPANIES' SECRETS EXPOSED

New Leak Reveals Luxembourg Tax Deals for Disney, Koch Brothers Empire

 [Click here to get email updates on ICIJ and other Center for Public Integrity projects](#)

[Support global collaborative journalism. Click here to donate to ICIJ](#)

By Alison Fitzgerald and Marina Walker Guevara | December 9, 2014, 4:00 pm

Latest "Lux Leaks" files obtained by ICIJ disclose secret tax structures sought by "Big 4" accounting giants for brand name international companies

A new leak of confidential documents expands the list of big companies seeking secret tax deals in Luxembourg, exposing tax-saving maneuvers by American entertainment icon The Walt Disney Co., politically controversial Koch Industries Inc. and 33 other companies.

Disney and Koch Industries, a U.S.-based energy and chemical conglomerate, both created tangles of interlocking corporations in Luxembourg that may have helped them



Koch Industries and The Walt Disney Company both use Luxembourg tax arrangements. Photos: Shutterstock.com (360b) / Tom Bricker (Flickr)

Décembre 2014

Luxembourg leaks (ou « **Luxleaks** ») est le nom du scandale financier révélant le contenu de centaines d'accords fiscaux préalables très avantageux conclus avec le fisc luxembourgeois par le cabinet de conseil Pricewaterhouse Coopers (PWC) pour le compte de nombreux clients internationaux au nombre desquels sont cités Apple, Amazon, Heinz, Pepsi, Ikea et Deutsche Bank

Luxleaks : novembre 2014 – appel décembre 2016

Procès en appel pour les lanceurs d'alerte de LuxLeaks

Par  lefigaro.fr,  AFP agence | Mis à jour le 12/12/2016 à 14:35 / Publié le 12/12/2016 à 08:15



Le journaliste Édouard Perrin et les ex-employés de l'entreprise PwC, Antoine Deltour et Raphaël Halet, comparaissent lundi devant les juges luxembourgeois sur fond de débat pour garantir davantage de protection aux lanceurs d'alerte.

Luxleaks, du nom de la fuite de documents confidentiels qui, le 5 novembre 2014, avaient mis à nu l'optimisation fiscale des multinationales.



« SwissLeaks » : artistes, avocats, hommes d'affaires, ces clients français chez HSBC

80

Gad Elmaleh, Christophe Dugarry, la famille Mentzelopoulos... Du show-biz au milieu des affaires, le compte en Suisse se révèle une stratégie financière partagée par les professions les plus rémunératrices.

Les décodeurs, mode d'emploi

Les décodeurs du Monde.fr vérifient déclarations, assertions et rumeurs en tous genres ; ils mettent l'information en forme et la remettent dans son contexte; ils répondent à vos questions.

LA CHARTE[Lire la charte >](#)**L'ÉQUIPE**[Découvrir l'équipe >](#)

« SwissLeaks » : révélations sur un système international de fraude fiscale

64

« Le Monde » a eu accès aux données bancaires de plus de 100 000 clients de la filiale suisse d'HSBC. Elles révèlent l'étendue d'un système de fraude fiscale encouragé par la banque. Des personnalités étrangères et françaises sont impliquées.

« SwissLeaks » : des patrons allergiques aux taxes

17

Le consentement à l'impôt n'est pas le principe le mieux partagé dans le milieu des affaires.

Les députés britanniques ouvrent une enquête sur les pratiques d'HSBC

« Nous allons demander à HSBC de fournir des éléments », annonce la présidente de la commission des comptes publics britannique après les révélations sur la fraude fiscale organisée par la banque.

Les 1001 visages de la liste HSBC

17

Personnalités, médecins, avocats, dirigeants d'entreprise, mais aussi femmes au foyer se côtoient dans la liste HSBC.

#swissleaks

Rob a retweeté

**Lars Bové**
@ZaakJustitie

@johncrombez @MausMichel Neen, ik ben geen rechter. ;-) Maar #swissleaks vond je super en berekening karaattaks vind je maar niks.



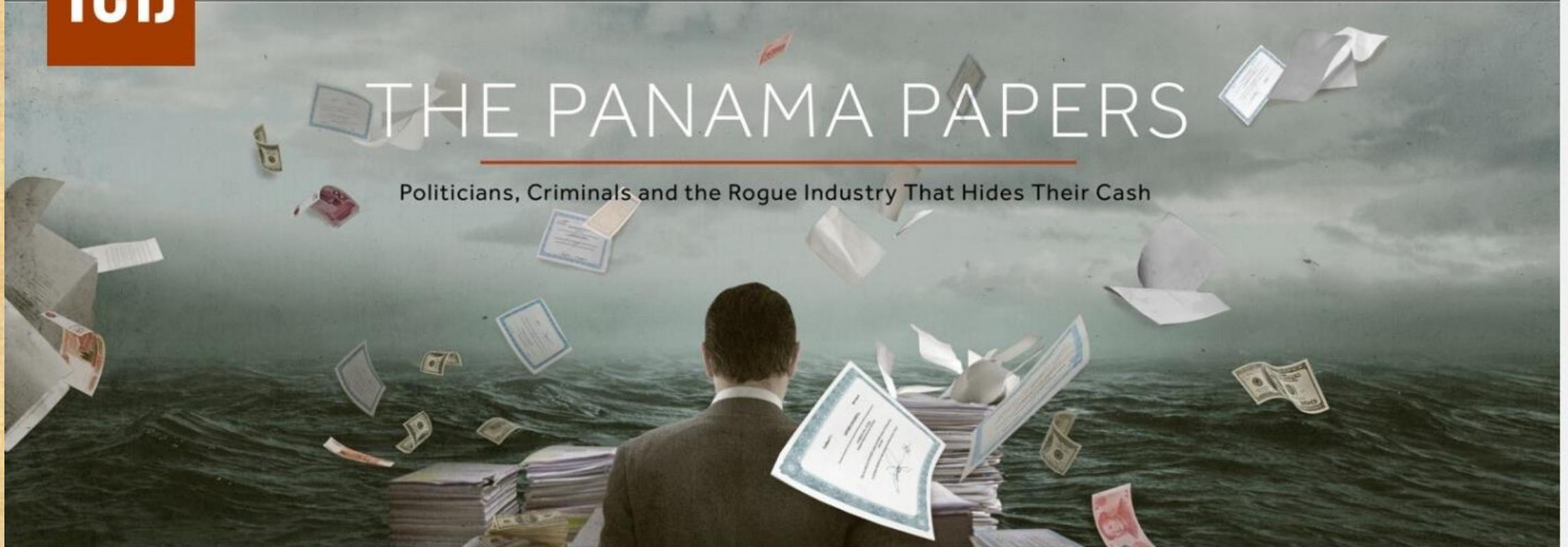
10 Déc



至高のボケとは？

THE PANAMA PAPERS

Politicians, Criminals and the Rogue Industry That Hides Their Cash



Leaders, criminals, celebrities

A giant leak of more than 11.5 million financial and legal records exposes a system that enables crime, corruption and wrongdoing, hidden by secretive offshore companies.

Journalists face backlash over major revelations

Politicians, business executives and thousands of their supporters have responded with vitriol, threats, cyberattacks and lawsuits against reporters who continue to unveil the hidden economic holdings of a global elite.

Le nom de *Panama Papers* est une référence aux [Pentagon Papers](#) de la guerre au Vietnam, nom donné au dossier secret de 7 000 pages révélé au public en 1971 par le [New York Times](#) et une quinzaine d'autres journaux américains

Septembre 2016

« Bahamas Leaks » : une nouvelle brèche dans l'opacité des paradis fiscaux

Une série de documents confidentiels montrent comment l'archipel continue de jouer un rôle de plaque tournante de la finance offshore.

LE MONDE | 21.09.2016 à 20h01 • Mis à jour le 21.09.2016 à 20h17 |

Par Maxime Vaudano, Anne Michel et Jérémie Baruch

Cinq mois après les « Panama papers », *Le Monde* et les médias partenaires du Consortium international des journalistes d'investigation (ICIJ) ont eu accès à de nouveaux documents confidentiels sur le monde opaque des paradis fiscaux : les « Bahamas Leaks ».

Les « Bahamas Leaks » en bref

- Cinq mois après les « Panama papers », *Le Monde* et ses partenaires du consortium international des journalistes d'investigation (ICIJ) ont eu accès à de nouveaux documents confidentiels sur le monde opaque des paradis fiscaux : les « Bahamas Leaks »



LECTURE
ZEN



football leaks

Contrats, blanchiment et fraudes : douze journaux européens révèlent les secrets de l'industrie du foot.

Cristiano Ronaldo à Madrid, le 2 octobre 2016 | Simana Vera/Reuters



INTERNATIONAL — 16 ARTICLES

FOOTBALL LEAKS, NOTRE DOSSIER

Partager

Tweet

G+

18,6 millions de documents révèlent les secrets de l'industrie du football. Fraude et évasion fiscales, réseaux de prostitution, connexions mafieuses, exploitation de joueurs mineurs... Toutes nos enquêtes depuis le 2 décembre, de Cristiano Ronaldo à Falcao en passant par Di Maria, sur la plus grande fuite d'informations de l'histoire du sport, et sur la face cachée du foot business.

5 DÉCEMBRE 2016



MEDIAPART

LUN. 12 DÉC. 2016 - ÉDITION DE LA MI-JOURNÉE

Recherche

LE JOURNAL

INTERNATIONAL

FRANCE

ÉCONOMIE

CULTURE

DOSSIERS

LE STUDIO

LE CLUB

FOOTBALL LEAKS, NOTRE DOSSIER

Un juge demande la censure des «Football Leaks» dans toute l'Europe

5 DÉCEMBRE 2016 | PAR FABRICE ARFI

C'est une tentative de censure à l'échelle d'un continent. Un magistrat espagnol a fait savoir qu'il allait solliciter la coopération judiciaire européenne pour demander le retrait des *Football Leaks* des douze médias membres du consortium European Investigative Collaborations (EIC), dont Mediapart, à l'origine de la révélation du scandale.

125 COMMENTAIRES | A+ A-

C'est une tentative de censure inédite, à l'échelle de tout un continent. Un magistrat espagnol a fait savoir qu'il allait solliciter la coopération judiciaire européenne pour demander le retrait des *Football Leaks*, la plus grande fuite de l'histoire du sport, des douze médias membres du consortium European Investigative Collaborations (EIC) à l'origine de la révélation du scandale, dont Mediapart en France.

Juge d'instruction basé à Madrid, Arturo Zamarrigo Fernandez enquête depuis plusieurs mois sur un présumé vol de données confidentielles au sein du cabinet d'avocats Senn Ferrero, qui conseille certaines des personnalités du ballon rond (Ronaldo, Mourinho, Mendes...) mises en cause par les premières révélations de *Football Leaks*.



☆ FAVORI

f Partager

+ RECOMMANDER

Tweet

IMPRIMER

G+

ARTICLE EN PDF

Offrir l'article

MOTS-CLÉS

CENSURE • FOOTBALL LEAKS • MENDES • MOURINHO • RONALDO • SENN FERRERO

DERNIERS ARTICLES

Adidas a directement payé un joueur de l'Olympique de Marseille au Panama

PAR MICHAEL HAJDENBERG, MICHEL HENRY, YVES PHILIPPIN

Des «Faucons» kurdes revendiquent l'attentat d'Istanbul

PAR LA RÉDACTION DE MEDIAPART

L'invisible Vincent Peillon au Parlement européen

15 mars 2017, La justice luxembourgeoise

- **relaxe à nouveau le journaliste Édouard Perrin mais**
- **confirme la condamnation des deux autres prévenus : Antoine Deltour est condamné à six mois de prison avec sursis et 1 500 euros d'amende et Raphaël Halet à une amende de 1 000 euros.**

Refusant leur condamnation - même allégée -, les lanceurs d'alerte se pourvoient en cassation.

L'audience de cassation est fixée au 23 novembre 2017.

15 mars 2017, La justice luxembourgeoise

- relâche à nouveau le journaliste Édouard Perrin mais
- confirme la condamnation des deux autres prévenus : Antoine Deltour est condamné à six mois de prison avec sursis et 1 500 euros d'amende et Raphaël Halet à une amende de 1 000 euros.

Refusant leur condamnation - même allégée -, les lanceurs d'alerte se pourvoient en cassation.

L'audience de cassation est fixée au 23 novembre 2017.

Et le 23 novembre.... →

Le verdict sera rendu le 11 janvier pour LuxLeaks

LUXEMBOURG - Après environ une heure d'audience, la Cour de cassation du Luxembourg a annoncé qu'elle rendrait son verdict, l'an prochain, dans l'affaire LuxLeaks.



Les accusés de l'affaire LuxLeaks se rendront à la Cité judiciaire de Luxembourg, le 11 janvier, pour la dernière fois. (photo: Editpress/Alain Rischart)

LuxLeaks : la condamnation d'un des lanceurs d'alerte français annulée en cassation

Le statut de lanceur d'alerte a été reconnu au Luxembourg pour Antoine Deltour, mais pas pour son ex-collègue Raphaël Halet.

Par Jean-Baptiste Chastand - Publié le 11 janvier 2018 à 09h58 - Mis à jour le 11 janvier 2018 à 12h11

🕒 Lecture 3 min.

11 JANVIER 2018



Antoine Deltour, à la sortie de la cour d'appel de Luxembourg, en mars 2017. AURORE BELOT / AFP

La Cour de cassation du Luxembourg a cassé la condamnation du principal lanceur d'alerte du scandale Luxleaks, jeudi 11 janvier.

Les plus lus

1 La vidéo de l'intervention collective de dizaines de lycéens à Mantes-la-Jolie provoque de vives réactions

2 « Gilets jaunes » : les membres des forces de l'ordre, 12 blindés et un dispositif de sécurité déployés samedi

3 « Gilets jaunes » : un antisémite fait la une

11 JANVIER 2018

Le second lanceur d'alerte, Raphaël Halet, débouté

Le second mis en cause, Raphaël Halet, ancien responsable de l'équipe qui scannait les documents chez PwC Luxembourg, a par ailleurs été débouté de la même demande. La Cour de cassation a refusé de lui accorder le statut de lanceur d'alerte, estimant que les documents qu'il avait divulgués « *ne fournissaient en l'espèce aucune information jusqu'alors inconnue pouvant relancer ou nourrir le débat sur l'évasion fiscale* ». M. Halet avait contacté « Cash Investigation » à la suite des premières révélations de l'émission qui se basaient sur les informations de M. Deltour. Ses avocats ont annoncé jeudi un recours devant la CEDH.

1^{ER} JUIN 2018

11 JANVIER 2018

Le second lanceur d'alerte, Raphaël Halet, débouté
Le second mis en cause, Raphaël Halet, ancien responsable de l'équipe qui scannait les documents chez PwC Luxembourg, a par ailleurs été débouté de la même demande. La Cour de cassation a refusé de lui accorder le statut de lanceur d'alerte, estimant que les documents qu'il avait divulgués « *ne fournissaient en l'espèce aucune information jusqu'alors inconnue pouvant relancer ou nourrir le débat sur l'évasion fiscale* ». M. Halet avait contacté « Cash Investigation » à la suite des premières révélations de l'émission qui se basaient sur les informations de M. Deltour. Ses avocats ont annoncé jeudi un recours devant la CEDH.

LuxLeaks : des députés européens remettent un prix à Raphaël Halet

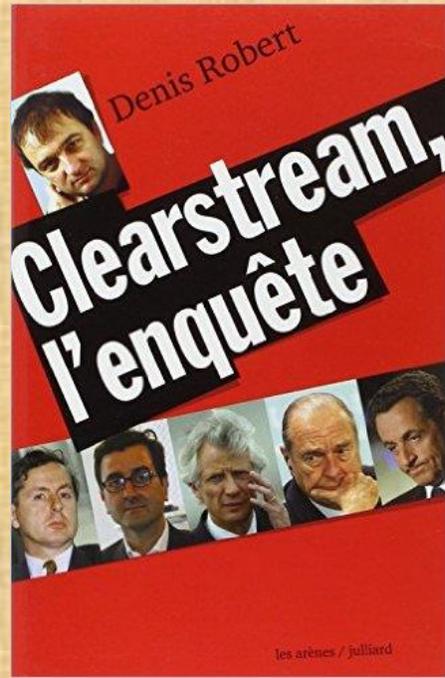
Dans Affaire "Luxleaks", International, Mis à jour le 01/06/18 15:46 | Publié le 01/06/18 13:48



Raphaël Halet sur le parvis de la cité judiciaire de Luxembourg, le 12 décembre 2016, lors du procès en appel des lanceurs d'alerte du scandale fiscal LuxLeaks. (Photo: Hervé Montaigu)

Le lanceur d'alerte des LuxLeaks Raphaël Halet et le journaliste slovaque assassiné Ján Kuciak sont les premiers lauréats du prix inaugural des « Journalistes, lanceurs d'alerte et défenseurs du droit à l'information » de la Gauche unitaire européenne / Gauche verte nordique (GUE / NGL) au Parlement européen.

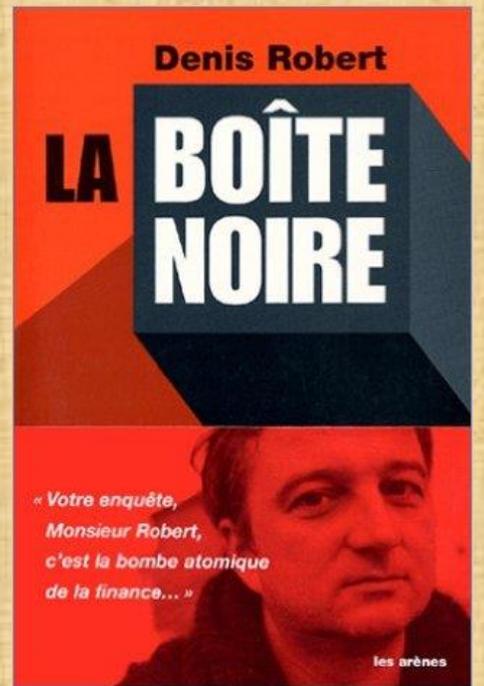
Pour la remise du premier prix récompensant des journalistes, lanceurs d'alerte et défenseurs du droit à l'information, les eurodéputés de la Gauche unitaire ont en d'abord voulu rendre hommage à la journaliste et blogueuse maltaise Daphne Caruana Galizia, assassinée le 16 octobre 2017. Aussi, le prix remis le 29 mai à Raphaël Halet et à titre posthume à Ján Kuciak porte le nom de cette journaliste d'investigation dont les enquêtes sur des scandales de corruption éclaboussaient jusqu'aux membres du gouvernement de son pays.



Denis Robert

Appel de Genève 1996

2001 :
Révélation\$



1^{er} octobre 1996 : L'appel de Genève

L'**Appel de Genève** est une demande émise par des grands magistrats anti-corruption pour un **espace judiciaire européen** dans le but de lutter contre les malversations financières.

En 1996, Denis Robert réunit sept grands magistrats anti-corruption de différents pays, dont la Suisse, la Belgique et l'Italie, et lance avec eux "l'Appel de Genève" , pour la création d'un espace judiciaire européen afin de lutter contre les crimes financiers.

Il est accompagné dans sa démarche par **Eva JOLY**, à l'époque juge d'instruction, et **Bernard BERTOSSA**, alors procureur de Genève.

Denis Robert réunit sept grands magistrats anti-corruption – **Bernard Bertossa**, it:Edmondo Bruti Liberati, it:Gherardo Colombo, Benoît Dejemeppe, **Baltasar Garzon Real**, Carlos Jimenez Villarejo, **Renaud Van Ruymbeke**.

IRÈNE FRACHON : MÉDECIN DE PROFESSION, LANCEUR D'ALERTE PAR CONVICTION

Irène Frachon : le médiateur

2010 : sort le livre *Mediator 150 mg : combien de morts ?* chez l'éditeur brestois Dialogues de la pneumologue **Irène Frachon**, du CHU de Brest, retraçant sa lutte pour révéler et dénoncer les risques de ce médicament commercialisé par les laboratoires Servier.

les laboratoires Servier sont accusés de « tromperie aggravée, escroquerie, blessures et homicides involontaires par violation délibérée, et trafic d'influence » et l'Agence nationale de sécurité du médicament de « blessures et homicides involontaires par négligence »



FICHE PRATIQUE 1 – Recueil des signalements des lanceurs d’alerte



Objet : mise en place d’une procédure de recueil des signalements des lanceurs d’alerte

Source : [Décret n° 2017-564 du 19 avril 2017 relatif aux procédures de recueil des signalements émis par les lanceurs d’alerte au sein des personnes morales de droit public ou de droit privé ou des administrations de l’Etat](#)

Par qui :

- Les personnes morales de droit public autres que l’Etat d’au moins 50 agents (calcul des effectifs selon les comités techniques, cumul agents publics/privés en cas d’emplois mixtes)
- Les personnes morales de droit privé d’au moins 50 salariés (même calcul que pour le comité d’entreprise)
- Les administrations de l’Etat
- Les communes de plus de 10 000 habitants
- Les départements et les régions et leurs établissements publics
- Les établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre regroupant au moins une commune de plus de 10 000 habitants

Quand :

Le 1er janvier 2018

Contenu de la procédure :

Identification du supérieur hiérarchique, de l'employeur ou du référent qui doit recevoir le signalement

Modalités pratiques du signalement, notamment quant à la transmission des faits, des informations ou documents de nature à étayer le signalement

Modalités relatives aux échanges éventuels avec le destinataire du signalement

Détermination et information sur la délivrance sans délai d'un accusé de réception du signalement

Détermination et information sur le délai raisonnable de traitement du signalement

Détermination et information sur les suites données au signalement

Garanties sur la confidentialité de l'auteur, des faits ou des personnes visées, y compris en cas de transmission à des tiers en cas de nécessité pour le traitement du signalement

Destruction des éléments du dossier de signalement dans un délai de 2 mois après la clôture de l'enquête (ceux permettant l'identification de l'auteur et des personnes visées)

Information de l'auteur et des personnes visées sur la destruction du dossier

Information sur l'existence d'un traitement automatisé des signalements avec autorisation de la CNIL

Modalités :

[Demande de l'autorisation à la CNIL](#)

[Diffusion de la procédure](#) par tout moyen : notification, affichage, publication, site internet

La procédure doit être accessible aux agents et salariés, mais aussi aux collaborateurs extérieurs ou occasionnels.

Une procédure commune peut être adoptée pour plusieurs organismes faisant partie d'un même groupe.